

RUPTURE avec la bourgeoisie

Jacques Duclos a donné, le 7 mai, au journal américain « New York Herald » une interview reproduite par « Ce Soir »...

D'un côté, les travailleurs en lutte. De l'autre côté, la bourgeoisie, les patrons, le gouvernement, l'Etat capitaliste.

Les dirigeants socialistes ont fait ouvertement bloc avec la bourgeoisie, en restant au gouvernement au moment où la combattivité ouvrière imposait la rupture au P.C.F.

par Paul PARISOT

des salaires, pour ne parler que de cet aspect de la politique de Ramadier. Ils ont même pris la responsabilité d'apporter, aux pratiques parlementaires françaises, cette innovation réactionnaire qu'est la « révocation » des ministres par le président du Conseil.

Les dirigeants stalinien font non moins le jeu des capitalistes. Ils ne se sont donnés l'illure de passer dans l'opposition que POUR MIEUX SOUTENIR le gouvernement...

Pour nous, communistes internationaux, c'est de la lutte des masses et d'elle seule que peuvent surgir les mesures de salut pour les masses laborieuses et la force nécessaire pour les imposer à la bourgeoisie.

Les travailleurs ont remporté une première victoire en passant à l'ACTION DIRECTE pour la défense des salaires. Un peu plus tôt ou un peu plus tard, l'action directe entreprise chez Renault s'élargira à d'autres usines.

Le succès de la lutte engagée exige que toutes les forces de la classe ouvrière s'unissent à travers l'expérience. IL FAUT ROMPRE DEFINITIVEMENT LA COALITION gouvernementale. Socialistes et stalinien peuvent ruser avec cette nécessité, continuer à soutenir la bourgeoisie; ce sera peine perdue.

Car l'argument suprême et décisif, c'était que la classe ouvrière faisait confiance au Parti communiste français.

Contre le patronat et les manœuvres de division Grève générale de la métallurgie pour 10 fr. sur le salaire de base!

LA VERITE ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE



La C.G.T., les partis socialiste et communiste français, tous les hommes de gouvernement et tous les bourgeois nous ont dit: « Il faut produire ».

IL FAUT UNIFIER LA REVENDICATION: 10 FRANCS DE L'HEURE SUR LE SALAIRE DE BASE. Premier acompte sur un véritable minimum vital!

Oui! c'est la grève générale qu'il faut préparer

La lutte pour les dix francs de l'heure sur le taux de base, partie de chez Renault, gagne les entreprises de la métallurgie parisienne.

Unisme, dont l'importance dans toutes les luttes de ces derniers jours a été primordiale, a été l'objet de soins particuliers. Les votes successifs, intervenus sur le passage à la grève, montrent que malgré la pression inouïe des dirigeants syndicaux...

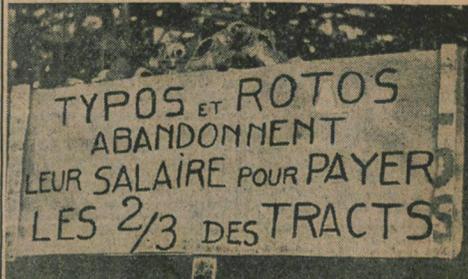
Les dirigeants du P.C.F. avouent... LES TROTSKYSTES avaient raison

Quand les trotskystes ne sont pas qualifiés « d'agents de la Gestapo », on les fait volontiers passer pour des « trublions », des « agitateurs irresponsables ».

Le piège de la « baisse » Pendant des mois et des mois nous avons répété que la baisse des prix était un piège, qu'il s'agissait d'un prétexte pour bloquer les salaires.

La farce de la « production » Pendant des mois nous avons répété que l'augmentation de la production ne servait que les intérêts des capitalistes.

L'argument de la confiance Car l'argument suprême et décisif, c'était que la classe ouvrière faisait confiance au Parti communiste français.



Chez Renault, au secteur Collas, les grévistes ont affiché un grand panneau. Ils y ont marqué le témoignage de soutien des typos et rotos de l'Entreprise de Presse, rue Réaumur, qui ont renoncé à leurs salaires sur l'impression d'un des tracts du comité de grève.

Blocage des salaires et démagogie Le double jeu du Parti Socialiste

De nombreuses voitures de délégués S.F.I.O. stationnaient mardi soir autour de la Mutualité. Sans doute pour symboliser les attaches ouvrières de ces messieurs les réformistes.

consommateurs et les faibles salaires des ouvriers? Dans les coffres-forts des patrons, rien entendu.

Dénoncer les primes à la production Il faut expliquer dans les assemblées syndicales que les primes à la production dévoient les ouvriers.

Echelle mobile L'échelle mobile doit être également inscrite dans tous les cahiers de revendications comme elle a figuré chez Renault.

Faire payer les riches Il faut faire payer les riches. Il est faux que si les salaires augmentent, les prix augmentent aussi.

DES METHODES DE GANGSTERS

La politique capitaliste des grandes organisations ouvrières a renforcé la bourgeoisie à ce point qu'elle renvoie, aujourd'hui, les communistes du gouvernement.

Chef Dewoitine à Toulouse (S.N.C.A.S.E.) La section syndicale de la S.N.C.A.S.E. vient de distribuer dans l'usine un tract dirigé contre « les éternels mécontents ».

UN COMMUNIQUÉ DES JEUNESSES SOCIALISTES: Paris, le 2 mai 1947. Au cours de la manifestation du 1er mai à Paris, des militants des Jeunesses Socialistes ont diffusé le « Drapeau rouge ».

Le bureau national des J.S. stigmatise ces attentats odieux. Il y voit le résultat de l'abominable campagne de calomnies poursuivie par certains journaux depuis plusieurs semaines.

Le bureau national des J.S. stigmatise ces attentats odieux. Il y voit le résultat de l'abominable campagne de calomnies poursuivie par certains journaux depuis plusieurs semaines.

Signalez aussi que la manifestation du 1er mai de la C.N.T. a été interdite. Le bulletin intérieur du Syndicat industriel des métaux a été interdit en IVe République: les files, adhérents à la C.G.T., chargés les manifestants de la C.N.T. qui avaient passé outre à l'interdiction: 8 arrestations.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

DEUX METHODES

Des questions nous sont posées, des lettres nous parviennent, concernant notre attitude envers l'U.R.S.S. Pour les uns, les travailleurs révolutionnaires n'ont aucun raison de défendre l'U.R.S.S. stalinienne. Pour les autres, au contraire, les stalinien n'ont pas de leçons à recevoir en matière de défense de l'U.R.S.S. D'autres, enfin, combinent les deux affirmations : selon eux, c'est un Etat qui n'a plus rien d'ouvrier que l'équipe stalinienne défend pour son propre compte. Et, du coup, volent l'antistalinisme verbal des premiers allié aux illusions stalinienne des seconds.

Tout autre, répétons-le, est la position politique de notre parti et de notre Internationale. Nous, trotskystes, distinguons d'abord ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut défendre : l'économie collectivisée et progressive. Nous distinguons ensuite la lutte progressive menée par le prolétariat contre la bureaucratie stalinienne et la lutte réactionnaire menée par le capitalisme mondial contre les conquêtes économiques de l'U.R.S.S. C'est pourquoi nous opposons enfin à la méthode des marchandages diplomatiques qui sacrifie les intérêts du prolétariat à ceux de la bureaucratie stalinienne sans défendre l'économie collectivisée des coups du capitalisme mondial, la méthode de la lutte de classes par laquelle les travailleurs s'affranchissent de la tutelle bureaucratique en brisant l'offensive antisocialiste des capitalistes du monde entier.

On ne peut donc défendre l'U.R.S.S. sans lutter contre le stalinisme, même en temps de guerre. Et même en temps de paix on ne peut lutter contre le stalinisme qu'en défendant l'U.R.S.S. Ainsi, la politique trotskyste est très claire. Et chaque jour de nouveaux faits lui donnent raison. L'exemple des événements mondiaux de ces derniers temps est fort significatif à cet égard. Staline a reçu récemment M. Stassen, candidat à la succession de Truman. « Je ne suis pas un propagandiste, a-t-il déclaré au réactionnaire américain, ne critiques donc pas mutuellement nos systèmes. Chacun a le droit de suivre celui qu'il désire maintenir. » Ainsi Staline, le « chef génial », avoue lui-même cyniquement qu'il ne faut pas le prendre pour le guide des travailleurs révolutionnaires. Et, plus cyniquement encore, il reconnaît aux capitalistes le « droit » de maintenir dans le monde entier le système d'exploitation des travailleurs. « La Russie », a ajouté Staline, aurait pu collaborer avec l'Allemagne comme avec tout autre pays, mais l'Allemagne, elle, ne désirait pas collaborer avec l'U.R.S.S. et nous attaque. Comme vous le voyez, c'est question de vouloir et non de possibilité. Autant de mots, autant d'infamies dans ce passage que l'humanité a passé sous silence. Contrairement à ce que croit Staline, les marxistes pensent que les guerres mondiales ne sont pas le produit de la mauvaise volonté de quelques hommes, mais le fruit du système capitaliste tout entier. Dans le monde reconnaît à ce système pour le « droit » d'exister. Il ne devra pas s'étonner de voir demain l'Allemagne capitalistes attaquer l'U.R.S.S. de même qu'hier l'Allemagne capitalistes. Il s'étonnera, pourtant, demain comme hier, car ses conceptions contre-révolutionnaires font le jeu des agresseurs antisocialistes.

Mais, pendant que Staline parlait, des milliers d'ouvriers téléphonistes, qui, eux, ne reconnaissent pas aux patrons le « droit » de les exploiter, faisaient grève aux Etats-Unis ; les combattants indochinois se soulevaient contre le joug colonialiste ; les mineurs de la Ruhr, les dockers d'Angleterre, les partisans grecs, les métallos parisiens engageaient, avec l'appui des trotskystes, la lutte contre la bourgeoisie. Or c'est cette lutte qu'il faudrait d'abord que la bourgeoisie écrase pour s'attaquer à l'U.R.S.S. et maintenir son « droit » à exploiter les travailleurs.

André REVEL

Une lettre bouleversante informe "La Vérité" des crimes impérialistes à Madagascar " Nous ne pouvons plus enterrer nos morts !" écrit notre correspondant malgache, qui ajoute : " Depuis que Madagascar est Madagascar, il n'y a jamais eu pareilles atrocités "

LES TRAVAILLEURS VIETNAMIENS EN FRANCE FIDÈLES A LA TRADITION OUVRIÈRE DU 1 MAI

Dans toutes les villes où sont stationnés des travailleurs vietnamiens, ces derniers ont manifesté pour le 1er Mai dans un ordre impeccable, déployant le drapeau rouge international des travailleurs, et portant des profonds d'ordre qui traduisaient leur profonde conscience de classe : « Vive la fraternisation prolétarienne ».

« L'union des travailleurs fera la paix du monde », etc. Dans chacune de ces villes, leurs délégués ont demandé aux responsables syndicaux locaux l'autorisation de s'adresser publiquement à leurs camarades français. Mais peu nombreux ont été les honneurs qui leur ont été faits et cela a été entendu. La plupart se sont fait les complices de la division que les colonialistes et les réactionnaires veulent entretenir entre travailleurs français et travailleurs vietnamiens. Ces derniers nous ont envoyés le discours qu'ils avaient l'intention de prononcer devant leurs camarades de classe.

Les discours

« Un camarade français, vous connaissez certainement nos ennemis. Ce sont les mêmes que les vôtres ; ces patrons avides de bénéfices qui vous marchandent le salaire minimum vital, mais qui accordent généreusement 70 milliards pour la guerre du caoutchouc au Viet-Nam. Quelle est notre cause commune, travailleurs français, arabes, noirs, malgaches et vietnamiens, nous devons unir nos forces dans l'action. Il y a près d'un siècle, Karl Marx disait : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », c'est toujours profondément vrai. Mariniers, dockers, cheminots, travailleurs de toutes catégories, c'est en luttant contre la rapacité de vos exploitateurs, en défendant la cause de vos peuples opprimés, que vous empêcherez le retour à un régime humain. Tous ensemble, nous pouvons arrêter la guerre

et le menace fasciste. Si nous laissons passer le temps, si les travailleurs vietnamiens et malgaches étaient vaincus demain, les exploitateurs écraseraient à leur tour les travailleurs français.

1er Mai à Moulins

Bien entendu, le « socialiste » De-preux, ministre de l'Intérieur, de l'Ordre et de la Sécurité capitaliste (qui inclut les dirigeants du P.C.F. favorables au colonialisme), a essayé d'empêcher les ouvriers de la classe ouvrière française de participer à la manifestation de Moulins.

« En quelques minutes, la salle de meeting est fermée par la police avec des coups de matras et de gaz lacrymogène. Le secrétaire de la manifestation s'est passé dans le calme. A la sortie de la salle, le secrétaire de la manifestation a été arrêté par la police et conduit au poste de police. Les travailleurs vietnamiens de Moulins ont été arrêtés et conduits au poste de police. Les travailleurs vietnamiens de Moulins ont été arrêtés et conduits au poste de police.

« Je suis sûr que vous êtes fort pour discuter sur les questions de classe. Les travailleurs vietnamiens de Moulins ont été arrêtés et conduits au poste de police. Les travailleurs vietnamiens de Moulins ont été arrêtés et conduits au poste de police.

« Au moment où les travailleurs vietnamiens sont obligés de nous parler de l'union locale de la C.G.T., est inacceptable. Non seulement il refuse la parole aux délégués vietnamiens, mais il se fit directement le complice de la police. Les travailleurs français camarades coloniaux et ne protestent pas contre l'installation d'un camp de concentration dans la Sarthe destiné aux Vietnamiens, ils feront demain la dure expérience de la répression fasciste. Après avoir utilisé la police contre les manifestants vietnamiens, la bourgeoisie et les prétendus ministres ouvriers utiliseront demain contre les travailleurs français et vietnamiens pour leurs propres revendications.

J. R. C.

Nous vous supplions, si cela est possible, d'adresser un appel à la « Croix-Rouge Internationale ». Nous ne pouvons plus enterrer nos morts, car tout rassemblement de personnes étant interdit, ceux qui tentent de ramasser les cadavres sont considérés comme « groupement de rebelles ». On tire sur eux, surtout dans les zones d'opérations (Moramanga, Andapa, Manakara, Vohérou). Informez le peuple français qui n'a pas voulu ces massacres. La situation à Madagascar est atroce. C'est le texte d'un appel lancé par des Malgaches, qui ne sont pas de « dangereux extrémistes » et qui avaient cru dans l'« Union Française ». Nous considérons comme notre devoir de le reproduire. Certes, nous ne partagerons pas les illusions de ces camarades, quant à l'indépendance de la « Croix-Rouge Internationale ». Il reste à cet organisme l'occasion de démontrer que nous avons tort. Nous en prendrons acte, bien volontiers.

Le nazisme n'est pas mort

Devant la carence des services d'informations officiels, nous sommes en mesure de donner quelques précisions sur la situation à Madagascar entre le 1er et le 12 avril. Voici, d'après un témoin oculaire, survivant de l'« Oradour malgache », ce qui reste d'une petite ville de 3,500 habitants : Mouramanga : « Lorsque les Sénégalais ont reçu les ordres de leurs chefs, ils ont



encerclé Mouramanga. Ils ont mis le feu aux cases. Ils ont mis le feu aux cases. Ils ont mis le feu aux cases.

« Les habitants affolés qui fuyaient leurs maisons incendiées, armés de mirailleurs, de balonnettes et de « coupe-coupe ». Autant que les hommes, les enfants, les femmes, les vieillards étaient massacrés. Ceux qui ont pu échapper à ce premier massacre se sont précipités à la Résidence pour y chercher refuge.

« Mais, devant ce troupeau affolé, le chef de district a donné l'ordre de tirer. La foule a été balayée à la mitrailleuse. Les magasins et les maisons ont été saisis par les Sénégalais. Les cadavres étaient innombrables. La ville n'est plus qu'une ruine. Le consul chinois a adressé une protestation au Haut Commissaire français pour le pillage des biens chinois, estimant le préjudice subi par ses ressortissants à 12 millions. Les lecteurs de La Vérité savent déjà que la responsabilité entière des massacres et des atrocités (quels qu'en soient les auteurs) incombe au régime impérialiste et à ses défenseurs.

« Les appuyés sur les instincts les plus primitifs, en suscitant les haines de races, les colonialistes français ont fait la démonstration que le nazisme n'est pas mort. Le nazisme n'était autre chose que la forme la plus barbare de l'exploitation capitaliste. L'idéologie nazie se confond avec celle des colonialistes et ils en assurent la continuité.

« Liberté, Egalité, Fraternité... et avec spontanés »

Nous ne pouvons énumérer la longue liste de villes qui ont le privilège de disputes à Mouramanga la palme de ville martyre. A Manakara, Vohérou, Mananjary, la répression a été féroce. Citons cependant un exemple qui illustre les méthodes de la police colonialiste : « M. Randriamosea est un fonctionnaire retraité, âgé d'environ soixante ans. Il vit avec sa femme et un fils d'une vingtaine d'années. Il est 22 heures ; la famille est au lit. Le commissaire de police, avec sa milice, fait irruption dans son domicile. La famille, en chemise de nuit, est emmenée au commissariat. Dès leur arrivée, le père est frappé sauvagement à coups de cravache et de nerf de bœuf par les Sénégalais. Sa femme et son fils ont été saisis à l'improviste. Ils ont été emmenés au commissariat de police. Le commissaire de police, avec sa milice, fait irruption dans son domicile. La famille, en chemise de nuit, est emmenée au commissariat. Dès leur arrivée, le père est frappé sauvagement à coups de cravache et de nerf de bœuf par les Sénégalais. Sa femme et son fils ont été saisis à l'improviste. Ils ont été emmenés au commissariat de police.

« Tous deux tombent évanouis sous les coups. Ajoutons qu'à Tananarive, au pendant l'état de siège n'a pas été proclamé, il y a eu constamment des rafles. Les Malgaches sont entassés à l'hôtel de ville (les prisons sont pleines), 300 à 400 hommes sont rangés en colonnes. Les Sénégalais passent entre les rangs et frappent avec

la répression, en Espagne, prend figure d'une extermination de plus en plus féroce. La liste des arrestations, des assassinats s'allonge chaque jour, et chaque jour fait gonfler la haine que nous ressentons contre le terreur franquiste. Et tandis que les travailleurs espagnols ont donné et donnent toujours d'innombrables preuves de leur combativité et de leur héroïsme, une perfide manœuvre de la bourgeoisie internationale, tentée de dévier et d'affaiblir leurs efforts. On compte sur la fatigue, les déceptions, l'action des directions capitulaires pour faire accepter n'importe quelle « solution ».

« Mais le capitalisme se tromperait à croire que la guerre civile, l'agit, pour certains, de ce pas effrayant

« émancipateur du genre humain, dont la devise reste « Liberté, Egalité, Fraternité ».

L'humanité est en péril...

Si notre information s'avérait insuffisante et inexacte, la responsabilité ne retomberait pas sur Madagascar. A ceux qui, par exemple, ont arrêté tous les journalistes, les instituteurs et les ouvriers des journaux de Madagascar : Le Kintan'ny Maraina (l'Étoile du Matin) La Justice, La Liberté, Le Monde. A ceux qui interdisent aux parlementaires malgaches, au mépris de leur propre constitution, de venir s'expliquer devant le Parlement.

Mais la lâcheté est souveraine. On poursuit les dirigeants du P.C.I. pour leur campagne contre la guerre d'Indochine. Tout le monde se tait. Demain on les mettra en prison. Mais quand les « trotskystes » auront ouvert la voie, les autres suivront. Si les colonialistes l'emportent, cela serait au tour des militants du Parti communiste français et du Parti socialiste de subir la répression. En se laissant dominer par la haine aveugle du trotskisme, les dirigeants du P.C.F. font le jeu (c'est objectivement) pour reprendre leur langage de tous les exploités de la terre, avec les hommes de bonne volonté, nous continuerons notre combat, partout, et compris dans les prisons, pour la victoire des Etats-Unis socialistes du monde, seuls capables de stopper l'offensive barbare qui menace la planète.

Marcel BAUFRERE.

A propos du charbon de la Ruhr

ANARCHIE CAPITALISTE OU SOCIALISME ?

« Il n'y a pas assez de charbon, pas assez de pétrole ! »

Dans le monde entier, c'est le cri d'alarme jeté par les bourgeois, qui ont oublié que c'est leur guerre et les destructions insupportables qui sont la cause de cette pénurie.

Les capitalistes essayent de nous apitoyer : « C'est pour vous qu'il faut ! » Mais, ce disant, ils ont fixé sur leur compte en banque, pas assez garni à leur gré. Et ils réclament notamment le charbon de la Ruhr.



« Le charbon de la Ruhr ! » (sic !). Voilà à peu près tout ce que la C. G. T. a trouvé à revendiquer le 1er mai.

Relevement... des trusts

Si encore le relevement du capitalisme français, au moyen de ce charbon, réservait quelque amélioration aux sort des prolétaires de ce pays. Mais M. Bonnet nous a dit. Ramadieu nous l'a répété, et, qui plus est, l'expérience l'a montré : le relevement du capitalisme français, c'est la lièvre du capitalisme français, c'est la grande pénurie des prolétaires de ce pays et le sang des esclaves coloniaux.

Aujourd'hui, et demain plus encore, avec le charbon de la Ruhr, les trusts entassent des bénéfices qu'il est inutile de dénoncer si on ne lutte pas pour l'expropriation des capitalistes. Ils finiront avec le plus d'énergie encore la réaction et le gaullisme renforcés par les moyens supplémentaires mis à leur disposition.

Qui oserait prétendre, d'autre part, que cela mettra fin à la crise du capitalisme français ? Il est dans la nature même du capitalisme d'engendrer, avec ou sans charbon de la Ruhr, les crises économiques, la misère, le chômage et la guerre.

Encore n'être là qu'un aspect du problème.

Il est vrai que la minette de Lorraine a besoin du coke de la Ruhr, mais il n'est pas exact que l'industrie chimique allemande réclame le sel et la potasse d'Alsace, comme les usines italiennes veulent l'acier étranger ; sans importation, le textile français se meurt... et ainsi de suite.

L'industrie européenne et même mondiale forme actuellement un tout et l'un des vices essentiels du capitalisme est précisément, à propos du charbon de la Ruhr ou de toute autre matière première, de dresser entre les pays des barrières paralysantes, d'être dans l'incapacité de coordonner, par un plan, les activités agricoles, industrielles et commerciales des différents secteurs économiques. D'où les crises, d'où la guerre.

La misère capitaliste ne sera vaincue...

Si ceux qui se veulent « réalistes » daignaient seulement regarder autour d'eux, ils verraient que sont, aujourd'hui, les fruits de l'anarchie capitaliste qui engendrent partout la misère la plus noire ; celle des millions de la Ruhr qui ont monté de 1200 calories par jour, celle des manœuvres de chez Renault, celle des paysans italiens ou yougoslaves qui trompent leur faim en mangeant des racines, ce qui ne les empêche pas de mourir par centaines, tandis qu'aux Etats-Unis, on brûle 200 millions de boisseaux de pommes de terre ?

La politique « nationale » du P.C.F. ne règle donc rien, ni dans le monde, ni en France même. Opposer, comme le font les partis communistes, les prolétaires d'Italie et de Yougoslavie, à propos de Trieste, de Roumanie et de Hongrie, au sujet de la Transylvanie, d'Autriche et d'Italie, en ce qui concerne le Tyrol du Sud, de France et d'Allemagne à propos du charbon de la Ruhr, etc., c'est enchaîner les travailleurs à leur propre bourgeoisie, saboter la révolution socialiste.

... que par les Etats-Unis socialistes d'Europe

Où le peuple allemand doit produire du coke pour forger avec la minette de Lorraine un acier qui appartienne aux travailleurs, comme la bauxite des Alpes doit fournir aux peuples de toute l'Europe des ustensiles, qu'elle soit traitée en France ou en Allemagne.

Mais cela ne sera possible qu'avec les

L'arme ouvrière contre le chauvinisme et la division, l'arme qui fait trembler les bourgeois :

LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS

Pendant la guerre, 1939-1945, les bandits capitalistes ont fait tout ce qui était possible pour creuser un fossé entre les travailleurs de tous les pays. Par leurs atrocités, les chefs nazis ont semé la haine parmi les populations occupées. Par leurs monstrueux bombardements et par leur propagande des chefs alliés ont tout fait pour renforcer le chauvinisme qui est destiné uniquement aux petites gens.

Les gros ne se maintiennent pas en force, les anglois discutent le coup avec leurs collègues allemands, et la police secrète de de Gaulle était en contact avec le Gestapo par l'intermédiaire des agents vichystes. Ces messieurs se rendaient des services. Le Gestapo laissait certains « gaullistes » et en échange, elle était avertie du lieu de parachutage de certains résistants trop gauchistes.

N'oublions pas non plus que le « bouffeur de Boches » Staline ne dévora pas le maréchal nazi von Paulus, bourreau de l'Ukraine et destructeur de Stalingrad. Il le nomma président du Comité de l'Allemagne libre.

Quoi d'étonnant ? Molotov avait bien remis des décorations soviétiques à von Ribbentrop en 1939.



Et pendant ce temps

Les peuples étaient invités à s'entraider. Pour que le soldat allemand oublia Krupp, on lui portait des « terroristes ».

Pour que le maquisard oublie Schindler, on lui disait : « Le seul ennemi, c'est le trouffion allemand de deuxième classe ».

Dans les rangs du prolétariat, seule la IVe Internationale parla un langage communiste. Tout en luttant contre les déportations, tout en organisant les groupes clandestins, tout en soutenant la juste cause des fructificateurs qui combattent dans le maquis contre le travail forcé et la terreur, le P. O. U. ne cesse de montrer que le vrai ennemi, c'est la bourgeoisie mondiale. Cette même bourgeoisie qui devait, en 1944, utiliser les bataillons SS contre les partisans de Vite de Crée, et en

Le bon émissaire

La guerre est officiellement terminée, mais le chauvinisme subsiste. La colère des masses est légitime, les travailleurs ont horriblement souffert. Nous devons dénoncer les canailles qui ont fait oublier le rôle de la police patriote (sans laquelle il n'y aurait eu que des résistants à l'abri de la terreur).

« Il faut faire oublier que les partisans mobiles (littoraux) de Gurs, Argelès et Compiègne sont toujours en activité. Il faut faire oublier que les maquisards qui furent qualifiés de la Santé le jeune F. T. P. (Grisberg) (19 ans) en août 1942, sont toujours en service.

Mais nous devons dénoncer aussi tous ceux qui détournent la colère des masses contre un peuple. Et c'est que les chefs stalinien et bourgeois croient toujours à la responsabilité de la police allemande ?

Non, mais l'agitateur pour eux de faire oublier le rôle de Schneider QUI FAIT LES POIGARDS DES SS. Il faut faire oublier que les maquisards qui furent qualifiés de la Santé le jeune F. T. P. (Grisberg) (19 ans) en août 1942, sont toujours en service.

« Il faut faire oublier que les partisans mobiles (littoraux) de Gurs, Argelès et Compiègne sont toujours en activité. Il faut faire oublier que les maquisards qui furent qualifiés de la Santé le jeune F. T. P. (Grisberg) (19 ans) en août 1942, sont toujours en service.

« Il faut faire oublier que les partisans mobiles (littoraux) de Gurs, Argelès et Compiègne sont toujours en activité. Il faut faire oublier que les maquisards qui furent qualifiés de la Santé le jeune F. T. P. (Grisberg) (19 ans) en août 1942, sont toujours en service.

C'est pour cela qu'on pêche la haine contre le « Boche »

Affaire du prisonnier, insulte-le, ce ne sera pas l'officier SS qui, dans la plupart des cas, est déjà libre, ce qui rend inutile toute punition cela entretient le chauvinisme parmi les prisonniers.

C'est tellement plus facile d'insulter un prisonnier que de défendre un double d'articles de lois.

« Et voilà comment on dit le jeu de la bourgeoisie.

Car c'est bien de division qu'il s'agit. Ouvriers contre ouvriers. Petits communistes et les travailleurs, en hommes qui ont un bleu de travail... on un vêtement uniforme avec P. G. sur les épaules. Partout le but du capitalisme est le même.

« Empêcher la révolte de dépasser les limites de la légalité, empêcher le réveil de dépasser Renault... empêcher la révolte de déborder LA FRONTIERE.

« Pour calmer la colère, faite de pain, le peuple n'a qu'à bouffer du « Boche » ou du Vietnamien.

Internationalisme prolétarien

Mais, face à cette politique d'effrayeurs et de traites, le P. O. U. se dresse. Il dénonce la « fraternisation bourgeoisie » et les travailleurs, en hommes que P. G. A. catinot de suivre des cours de séminaires en France et en Afrique du Nord. Il dénonce les officiers bourgeois qui ont interdit à Brest un cercle de prisonniers allemands et les travailleurs, en hommes que le Parti Socialiste ait daigné émettre la moindre protestation, trop occupé qu'il est à défendre les intérêts de la bourgeoisie en uniforme qui s'évade, ou l'école en civil qui débauche.

« Aujourd'hui, malgré les colonnes de la bourgeoisie, les journaux trotskystes Neuf Spartacus et Solidarité circulent dans les camps de P. G. A. comme hier, malgré le Gestapo, nos héroïques camarades Zio, Videla, Orsua, Badenez et tant d'autres défendent à pleins coups de langue les soldats allemands anti-nazis. Ils ont payé leur héroïsme de leur vie.

« Et partout, à Pustine, dans les champs, dans la rue, dans les camps, les seuls communistes, les trotskystes appellent les opprimés à unir dans le combat contre l'ennemi commun, le régime qui nous écrase.

« Ouvriers P. G. brises les frontières entre les prolétaires !!! SOLIDARITE !!! André CALYBE.

L'ALLIANCE OUVRIÈRE ESPAGNOLE DOIT LIQUIDER LE DICTATEUR

la bourgeoisie espagnole et internationale. Il s'agit d'émousser à nouveau le caractère révolutionnaire du combat des travailleurs espagnols contre le franquisme. La trahison a été l'accord avec les monarchistes, les généraux, les capitalistes et la recherche d'une solution de rechange.

Autour du chef le plus droitier du parti socialiste espagnol : Indalecio Prieto, cette politique a fait du chemin sur la base de la complicité et du verbalisme creux des directions ouvrières espagnoles.

On a passé de l'impasse de Giral à l'impasse de Llopis, tout ébloui encore de bénéfices sentimentales d'un Herriero, d'un Lasqui, voire du duc d'Albe.

L'action intérieure en Espagne, l'action prolétarienne internationale ont été laissées pratiquement à l'arrière plan. Ce qui permet à Franco de s'appliquer à passer des traités commerciaux avec Londres et Washington ; les capitalistes français cherchent et trouvent les voies pour débiter la fermeture de la frontière ; par le Maroc espagnol ou par Andorre, pays indépendant s'il en est...

Franco et Don Juan ne sont pas des ennemis mortels

Les dirigeants républicains espagnols ont mis le pied dans le piège de cette politique. Leur bienveillance envers les monarchistes a donné à ces éléments d'activités de nouvelles énergies et de nouvelles ambitions. Don Juan faisait référence à un correspondant du journal anglais Observer, des déclarations qui ne rassemblent en rien à des requêtes contre Franco. Il conçoit en substance un accord avec lui pour instaurer directement la monarchie.

Prieto lui-même s'allie sur cette voie. Mais lui veut s'opposer à l'instauration de la monarchie par la voie franquiste... par la constitution d'un organisme avec tous les éléments bourgeois et libéraux et monarchistes. « L'existence d'un gouvernement républicain est...

« C'est la politique que les trotskystes espagnols défendent devant les travailleurs. A. ROURA.

AVEC FRANCO, SALAZAR

Le ministre de l'Intérieur portugais reconnaît lui-même qu'« une vive agitation communiste règne au Portugal ». Il reconnaît qu'après dix-neuf ans de « paix sociale » sous la houlette de Salazar, il faut encore livrer une guerre sans merci aux internationalismes dissolvants ». Ces prétextes avoués trahissent l'inquiétude des chefs d'un régime dont Pétain voulait emprunter les principes essentiels.

Le paternalisme bigot du gouvernement Salazar, modèle du genre, commence à manquer d'efficacité. Il y a quelques mois, le chef de l'Etat portugais essayait en vain de former un « opposant » clérical, qui aurait pu, selon lui, canaliser les mécontentements. Mais les éléments dirigeants d'une telle « opposition » ne pouvaient guère être trouvés qu'au sein du gouvernement et de l'administration. La ficelle était vraiment trop grosse. Par contre, une opposition démocratique petite-bourgeoise se développait bientôt dans les milieux universitaires, et Salazar abandonnant son projet de parlementarisme de façade, devait, pour éviter le pire, mettre à l'ombre plusieurs professeurs, chefs du mouvement démocratique.

Cette mesure ne devait rien régler. Les professeurs ne demandaient, après tout, que aussi, que de faire un geste pour que le Portugal ait meilleure mine au sein des « nations démocratiques » de l'O. N. U. Maintenant, d'autres éléments sont entrés en jeu. La grève perdue déclenchée le mois dernier sur les chantiers navals de Lisbonne, contraignant le gouvernement à les lockouter, le soulèvement manqué du 10 avril qui atteignait plusieurs garnisons, les sabotages répétés dans les hangars d'aviation, les manifestations du 3 mai dans les facultés de la capitale font planer un doute sur l'affirmation vantarde du ministre de l'Intérieur : « Le pays ne sortira pas de nos mains ».

Pour éviter qu'il en sorte, en effet, les chefs de la grève des chantiers, ceux que l'on a pu arrêter le 10 avril, et des étudiants accusés de « propagande anti-gouvernementale », ont été mis à l'ombre et, pour une bonne part, déportés au bagne des îles du Cap-Vert, sans jugement !

Adossé à l'Espagne, le gouvernement portugais subit les contre-coups de la crise franquiste. Salazar sait que la chute de Franco sera l'annonce de la sienne. Et l'accentuation de la répression reflète cette préoccupation, comme d'ailleurs les grèves ouvrières et les manifestations d'étudiants font écho à la lutte révolutionnaire en Espagne.

M. SEVERIN.

LA VÉRITÉ

Aux Camions BERNARD, à Arcueil

Dans la journée du lundi 5 mai, les délégués ouvriers ont déposé à la direction un cahier de revendications demandant une augmentation de 10 francs de l'heure sur le salaire de base, trois semaines de congés payés, le minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires et l'abolition du travail aux pièces.

Mardi la direction rendait une réponse négative se retranchant bien entendu derrière le gouvernement du Front populaire. Les ouvriers socialistes et communistes ont décidé alors d'attendre le lendemain, de connaître les résultats de la réunion qui groupait, les jours suivants, tous les responsables des syndicats d'entreprise. Mais devant les résultats décevants de cette conférence, devant la volonté des bons syndicaux, les Caru et compagnie, d'isoler les camarades de chez Re-

CHEZ RENONDIN à Suresnes

Une réunion de la Commission exécutive de chez Renodin (Suresnes) s'est tenue le lundi 5 mai, au soir. Une délégation de grévistes de chez Renodin est arrivée lundi matin pour demander que toutes les usines aient la lutte ensemble pour la même revendication : 10 francs sur le taux de base. La C.E. a alors décidé de poser cette revendication.

Devant le refus immédiat du patron, la C.E. a réassemblé l'usine pour lui rendre compte de la délégation. L'ensemble du personnel, à l'exception de deux voix et une abstention, a décidé de débrayer immédiatement.

Un comité de grève a été formé avec la C.E. des camarades de la C.N.T. et des Inconnus.

Après un nouveau refus du patron, des piquets de grève ont été organisés. Des contacts ont été établis avec l'usine Unic pour que cette dernière appuie le mouvement. Une délégation a demandé aussi l'appui des camarades de chez Morane.

Pendant une réunion du Comité de grève, un incident s'est produit avec le secrétaire de la locale de Suresnes, qui désapprouva le mouvement. Une délégation de dix francs sur le taux de base, et demandant que cette augmentation porte sur la production.

Les ouvriers et le Comité de grève s'y sont opposés.

Le secrétaire de la locale a, alors, critiqué violemment les contacts pris par les grévistes avec les camarades du Comité de grève lui répétant que les ouvriers étaient assez grands pour déterminer eux-mêmes leurs revendications ; il lui rappela aussi un vieux principe syndicaliste : avant et après un combat, on peut le critiquer, mais pendant la lutte on doit, d'accord, mais d'accord, agir pour la victoire commune. Ce discours a été interrompu en se faisant reconduire assez vertement.

9.105 frs souscrits par le P.C.I. pour les grévistes de chez Renault

Voici la lettre qui a été portée, le 2 mai 1947, au comité de grève de chez Renault :

Chers camarades,

Des camarades du Parti communiste internationaliste, réunis le 2 mai 1947, ont souscrit pour soutenir les grévistes de chez Renault.

En leur nom, nous vous transmettons le montant de la souscription s'élevant à la somme de NEUF MILLE CENT CINQ FRANCS.

Complètement solidaires de l'action que vous menez depuis un semaine, nous vous disons que la voie que vous avez choisie est la seule qui puisse mener à la satisfaction de vos légitimes revendications.

Vive le Comité de grève de chez Renault !

Vive la grève générale de la Métallurgie !

M. MESTRE,
Secrétaire de la Région Parisienne.

EN PROVINCE

La relative passivité ouvrière de ces derniers mois fait place actuellement, en province comme dans la région parisienne, à un mouvement révolté dont on ne peut pas prévoir l'ampleur mais qui gagne chaque jour de nouvelles corporations.

Tout le personnel des papeteries Bédouin (1.100 salariés), à Corbeil, près de Douai, s'est mis en grève, le 2 mai. Les grévistes réclament une augmentation de 10 francs sur la prime de production.

Les ouvriers des usines métallurgiques de Saint-Dizier ont débrayé samedi, lundi, le mouvement s'est étendu et touchait 1.600 métallos, ils réclament une augmentation de la prime de rendement.

Samedi, à Lille, Roubaix et Tourcoing, des délégations de travailleurs textiles ont engagé des pourparlers pour obtenir des augmentations de salaires.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, des grèves partielles ont éclaté.

150 ouvriers de la Société de fabrication de Roanne se sont mis en grève, ils réclament 5% d'augmentation.

120 ouvriers de tanneries André, à Longjumeau, ont débrayé.

Mardi matin, 400 ouvriers d'une usine de produits chimiques, à Brest, ont quitté le travail. Ils réclament une augmentation de 5 francs sur le salaire de base et un relèvement de la prime au rendement.

L'unionnisme des bateliers de Douai de Bethune ont décidé la grève.

Les employés de tramways de Strasbourg, après une grève de cinq jours, ont obtenu un accord sur une augmentation de 1.250 francs par mois.

Bénéfices patronaux

Le propriétaire capitaliste est toujours là et le prouve. Un exemple va montrer comment le patron tire parti de cette capitulation des dirigeants ouvriers.

Prenons l'entreprise Neyret, Baylier, Picard et Pletet à Grenoble. Les chiffres cités sont approximatifs, mais pris de la sorte que le résultat sera en dessous de la vérité quant aux bénéfices.

Prenons maintenant un employé, 1.500 ouvriers, considérons que 300 d'entre eux sont non-productifs (concoquerie, contremaîtres, etc.). La direction facture les heures de travail à la clientèle suivant une formule tenant compte des charges sociales, des frais généraux, du bénéfice, etc. D'après cette formule le prix initial de la main-d'œuvre est majoré, approximativement de 27%. Les salaires horaires s'échelonnent de celui du maître-ouvrier à celui de l'ouvrier. Admettons un salaire horaire moyen de 40 fr., ce qui est facile, et une durée de travail de 200 heures par mois.

Cela nous donne une formule permettant de calculer l'argent encaissé par la maison en une année en négligeant de tenir compte de la revente de la main-d'œuvre et de la déduction des bénéfices possibles sur les matières premières.

Il y a donc 1.200 travailleurs productifs à 40 fr. l'heure pendant 200 h. par mois pendant 12 mois. Les factures de la maison s'élèvent à 3.600.000 fr. (1.200 x 40 x 200 x 12 = 3.600.000).

L'entreprise paie 1.500 ouvriers soit 40 x 1.500 x 200 x 12 = 14.400.000.

Ajoutons à ces 14 millions de dépenses les frais de charges diverses, les millions de frais (charges diverses) que nous reste après une vingtaine de millions de bénéfices de l'ordre de 150 millions.

Ce n'est pas mal en une année et il n'est pas étonnant que depuis la libération de la main-d'œuvre, la production de la maison ait augmenté de 20%.

Retenons vos manchettes les gars ! 150 millions tombent dans les coffres de nos exploitateurs et vous ne percevez que 1.500 fr. à la fin de l'année.

Fac-similé d'une étiquette de fromage

Fac-similé d'une étiquette de fromage français, vendue en Angleterre. Les travailleurs sont privés de fromage, sous prétexte qu'ils faut exporter pour avoir des devises. Mais à qui profite les fausses devises ?

CHEZ DEVOITINE

Par ailleurs, il est clair, en l'absence d'un groupe d'ouvriers révolutionnaires organisés dans l'usine, que les socialistes manœuvrent pour reprendre leur influence passée dans l'aviation toulousaine. Les ouvriers ne doivent pas tomber non plus dans le panneau de ces manœuvres démagogiques qui tendent à remplacer une bureaucratie par une autre.

Reconversion et mauvais gestion

Voici quelques exemples qui prouvent qu'il ne faut pas la collaboration de classe. Quel qu'en dise l'« Echo de la Garonne » du 30 mars, c'est bien Tillon qui introduisit dans la S.N.C.A.S.E. l'agent de la pire réaction, le sieur Desprez, arrêté depuis. Ce dernier n'eut pas trop de mal, couvert comme il l'était par un ministre communiste, à saboter la production.

En ne livrant pas, conformément aux marchés, les commandes aéronautiques, la S.N.C.A.S.E. est livrée à Air-France avec un matériel Gnome et Rhône qui, après trois cents heures de vol, n'en peut plus. Que fait « Air-France » ? Une fois que tout est bien installé à bord de l'avion, la compagnie retourne celui-ci à l'usine pour remplacer le tableau de bord en mettre un plus moderne, ce qui entraîne également le remplacement des cloisons pare-feu, des planches de cabine et d'autres inconvenients. A quel compte sont faites toutes ces transformations ? On ne parle pas de la S.N.C.A.S.E. ? On ne parle pas de la S.N.C.A.S.E. ? On ne parle pas de la S.N.C.A.S.E. ?

Les leçons à tirer...

En réalité, les ouvriers commencent à tirer leurs propres leçons de tous ces faits.

1° La nationalisation, en elle-même, n'a rien changé aux privilèges des capitalistes ; ceux-ci continuent à toucher des dividendes sur une usine déficitaire. Ces dividendes compromettent déjà, au départ, la viabilité des entreprises nationalisées. Les ouvriers n'ont aucun droit de contrôle sur la gestion de l'usine, qui se montre scandaleuse. Leurs conditions de vie n'ont pas changé.

2° Les socialistes et les réformistes n'ont aucun programme qui permette de transformer cet état de choses. Ils ne visent qu'à placer la bureaucratie du P.C.F. dans l'usine, en utilisant des arguments démagogiques.

3° Le comité d'usine P. C. F. se condamne à l'impuissance la plus totale, lui aussi, parce qu'il ne songe qu'à empêcher de s'exprimer les ouvriers combattifs.

Faire rendre gorge aux armateurs

Dans une brochure publiée par la C.G.T., Gruenais, secrétaire de la Fédération des travailleurs de la mer, a très bien analysé les conditions de la « Renaissance de la marine marchande ». Dénonçant la flotte marchande de ce pays, il a réclamé la nationalisation de celle-ci.

Mais dans une deuxième brochure, « Pourquoi la nationalisation de la marine marchande ? » Gruenais, suivant la politique de collaboration de classe du P.C.F., son parti, a reconnu l'INDÉMNITÉ due aux armateurs.

LE STATUT DES MARINS

Fort de cette première concession, les radicaux socialistes, à un conseil des ministres, se sont écriés devant les députés de la marine que le statut des marins est un problème de justice sociale. Ils ont promis de faire rendre gorge aux armateurs.

Le statut des marins est un problème de justice sociale. Ils ont promis de faire rendre gorge aux armateurs.

Le gouvernement au service des armateurs

Le gouvernement nous présente aujourd'hui un projet de stabilisation de l'emploi qui est une insulte aux marins. Dans la Marine marchande, il y a une partie des marins employés dans une compagnie, 7.000 attendent dans les ports, le roulement et reçoivent une solde de détaché de 5.100 francs par mois. Le projet présenté par le gouvernement s'incrimine et les armateurs furent tranquillisés. Deux compagnies seulement furent nationalisées : Transat et Messageries. L'Etat départemental appartenait déjà à l'Etat.

Les marins sauront lutter

Les marins ont montré qu'ils savent entrer en action, comme à Dakar où ils ont obligé, par la grève, le gouverneur général à leur laisser toute liberté sur le paillote (2).

Marins, n'hésitez pas à entrer en action pour faire aboutir vos justes revendications. Et Jules Moch comprendra mieux que ne suffit pas d'envoyer des circulaires et de plaquer des officiers de la ferme de la marine marchande, mais qu'il faut occuper aux marins, le plus rapidement possible, leur statut et leur droit qui sont tous les jours mis en cause par le Comité central des armateurs.

Les objectifs

Immédiatement, il faut que les marins français et d'outre-mer mettent en discussion le programme revendicatif qui suit :

— Stabilité de l'emploi avec solde d'attente égale au minimum vital ;

— Contrôle des listes d'inscrits par la base et non seulement par un « bureau central » de la C.G.T. ;

— Ce qui doit assurer la régularité et la justice d'un roulement des embarquements ;

— Prime à long cours comprise dans la solde de base, afin qu'elle soit un acquis définitif et non facultative ;

— Augmentation des deux tiers de la solde de l'année au 1er janvier, et au taux consulaire ;

— La retraite aussitôt gagnée (vieillesse abandonnée par les « dirigeants » de la C.G.T.) ;

— Le droit de travail sans attendre un âge fixé arbitrairement ;

— Le Postal (1) pour chaque service d'au moins 6 hommes (comme il est dit dans la Charte internationale des gens de la mer).

Contrôle ouvrier

Et pourtant, les travailleurs demandent à exercer un contrôle sévère sur la répartition de ces bénéfices.

Rien ne serait plus facile que d'exercer un contrôle sévère sur la répartition de ces bénéfices.

Rectificatif

Dans l'article paru dans le dernier numéro de « La Vérité », intitulé « Renault, fortresse de la classe ouvrière », deux erreurs ont été commises par notre camarade P. Valenti. « Moch » brisa avec Costes la grève du 23 novembre 1935 était socialiste et non communiste. « De Mame, le ministre Boulenger était aux mains de la S.F.I.O. et non du P.C. »

Même dans la trahison, il faut rendre à César...

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

DISCOURS A LA S.N.C.A.C. de Fourchambault (Nièvre)

Le lundi 28 avril, un meeting avait été organisé en plein air par le syndicat de la S.N.C.A.C. A. C. meeting auquel participèrent un grand nombre d'ouvriers des autres usines de la localité.

Salomon, de la Fédération des métaux fit un exposé de trois quarts d'heure, mais pas plus que le secrétaire de la S.N.C.A.C. qui, à son tour, prit également la parole, n'apportant de solution efficace pour lutter contre les licenciements.

Camarades de la S.N.C.A.C., c'est en luttant pour les revendications que défend le P.C.I. que vous imposerez à vos dirigeants de faire autre chose que des discours, de passer à l'action.

La régionalisation doit payer le rééquipement

Les « Nouvelles économiques » indiquent clairement que cette nécessité se heurte à trois obstacles :

« L'usure et l'insuffisance du matériel, la qualité très inférieure du personnel des mines, à quoi s'ajoute même « la désertion des mineurs ».

Il fallait donc moderniser l'équipement des houillères, assurer un personnel plus abondant et plus qualifié, ce qui est le capitaliste industriel.

Où l'on voit percer le bout de l'oreille

La « nationalisation » des Houillères

Les « Nouvelles économiques » publient, cette semaine, le « premier bilan des houillères nationalisées » et consacrent à cette question une série d'articles, pour les moins révélateurs... Les raisons de la nationalisation apparaissent clairement.

« Avant guerre, fait remarquer d'abord cet hebdomadaire, l'équipement de nos usines avait plus de vingt ans de retard sur les exploitations américaines, plus de dix ans sur les grands pays producteurs d'Europe. »

Le problème n° 1, pour le capitalisme français, était donc de se mettre à la page, de rajeunir son équipement, cela est bien connu.

Le gouvernement au service des armateurs

Le gouvernement nous présente aujourd'hui un projet de stabilisation de l'emploi qui est une insulte aux marins. Dans la Marine marchande, il y a une partie des marins employés dans une compagnie, 7.000 attendent dans les ports, le roulement et reçoivent une solde de détaché de 5.100 francs par mois. Le projet présenté par le gouvernement s'incrimine et les armateurs furent tranquillisés. Deux compagnies seulement furent nationalisées : Transat et Messageries. L'Etat départemental appartenait déjà à l'Etat.

Les marins sauront lutter

Les marins ont montré qu'ils savent entrer en action, comme à Dakar où ils ont obligé, par la grève, le gouverneur général à leur laisser toute liberté sur le paillote (2).

Marins, n'hésitez pas à entrer en action pour faire aboutir vos justes revendications. Et Jules Moch comprendra mieux que ne suffit pas d'envoyer des circulaires et de plaquer des officiers de la ferme de la marine marchande, mais qu'il faut occuper aux marins, le plus rapidement possible, leur statut et leur droit qui sont tous les jours mis en cause par le Comité central des armateurs.

Les objectifs

Immédiatement, il faut que les marins français et d'outre-mer mettent en discussion le programme revendicatif qui suit :

— Stabilité de l'emploi avec solde d'attente égale au minimum vital ;

— Contrôle des listes d'inscrits par la base et non seulement par un « bureau central » de la C.G.T. ;

— Ce qui doit assurer la régularité et la justice d'un roulement des embarquements ;

— Prime à long cours comprise dans la solde de base, afin qu'elle soit un acquis définitif et non facultative ;

— Augmentation des deux tiers de la solde de l'année au 1er janvier, et au taux consulaire ;

— La retraite aussitôt gagnée (vieillesse abandonnée par les « dirigeants » de la C.G.T.) ;

— Le droit de travail sans attendre un âge fixé arbitrairement ;

— Le Postal (1) pour chaque service d'au moins 6 hommes (comme il est dit dans la Charte internationale des gens de la mer).

Le gouvernement au service des armateurs

Le gouvernement nous présente aujourd'hui un projet de stabilisation de l'emploi qui est une insulte aux marins. Dans la Marine marchande, il y a une partie des marins employés dans une compagnie, 7.000 attendent dans les ports, le roulement et reçoivent une solde de détaché de 5.100 francs par mois. Le projet présenté par le gouvernement s'incrimine et les armateurs furent tranquillisés. Deux compagnies seulement furent nationalisées : Transat et Messageries. L'Etat départemental appartenait déjà à l'Etat.

Les marins sauront lutter

Les marins ont montré qu'ils savent entrer en action, comme à Dakar où ils ont obligé, par la grève, le gouverneur général à leur laisser toute liberté sur le paillote (2).

Marins, n'hésitez pas à entrer en action pour faire aboutir vos justes revendications. Et Jules Moch comprendra mieux que ne suffit pas d'envoyer des circulaires et de plaquer des officiers de la ferme de la marine marchande, mais qu'il faut occuper aux marins, le plus rapidement possible, leur statut et leur droit qui sont tous les jours mis en cause par le Comité central des armateurs.

Les objectifs

Immédiatement, il faut que les marins français et d'outre-mer mettent en discussion le programme revendicatif qui suit :

— Stabilité de l'emploi avec solde d'attente égale au minimum vital ;

— Contrôle des listes d'inscrits par la base et non seulement par un « bureau central » de la C.G.T. ;

— Ce qui doit assurer la régularité et la justice d'un roulement des embarquements ;

— Prime à long cours comprise dans la solde de base, afin qu'elle soit un acquis définitif et non facultative ;

— Augmentation des deux tiers de la solde de l'année au 1er janvier, et au taux consulaire ;

— La retraite aussitôt gagnée (vieillesse abandonnée par les « dirigeants » de la C.G.T.) ;

— Le droit de travail sans attendre un âge fixé arbitrairement ;

— Le Postal (1) pour chaque service d'au moins 6 hommes (comme il est dit dans la Charte internationale des gens de la mer).

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

Fac-similé d'une étiquette de fromage

Fac-similé d'une étiquette de fromage français, vendue en Angleterre. Les travailleurs sont privés de fromage, sous prétexte qu'ils faut exporter pour avoir des devises. Mais à qui profite les fausses devises ?

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

A L'ENTREPRISE NEYRET, A GRENOBLE

Un contrôle ouvrier ne ferait pas de mal. Parisienne

Depuis samedi minuit, les ouvriers ont vu leur action se dégrader... des factures des gares de Chavallier, Bercy, Batignolles, Vaugirard, Gare du Nord, etc. Les salaires des ouvriers demandent 7 fr. 50 d'augmentation sur leur salaire horaire qui est actuellement de 22 fr. pour un travail de nuit extrêmement pénible. Une délégation devait voir la direction, mais elle n'a pu aller.

Et dans le cas où les revendications des grévistes ne seraient pas acceptées, les salaires des ouvriers demandent 7 fr. 50 d'augmentation sur leur salaire horaire qui est actuellement de 22 fr. pour un travail de nuit extrêmement pénible. Une délégation devait voir la direction, mais elle n'a pu aller.

« Que fait le Comité d'entreprise ? Ne devrait-il pas rassembler les renseignements donnés par les ouvriers, surveiller les devis établis par le patron, en un mot agir autrement qu'un organisme uniquement destiné à aider les capitalistes ? »

Il est vrai que là comme ailleurs la politique de collaboration de classes passe par le haut.

Pousser les ouvriers à la production est plus important, dans l'esprit de ceux qui obéissent aux mots d'ordre des bureaucrates syndicaux, que lutter pour leur assurer un niveau de vie décent.

Mais tout à une fin, les ouvriers commencent à voir clair et ne permettent plus pendant longtemps à ceux qui sont censés les représenter de les trahir au profit de la bourgeoisie.

Unis dans l'action revendicative les travailleurs sauront faire rendre gorge à leurs exploitateurs.

Fac-similé d'une étiquette de fromage

Fac-similé d'une étiquette de fromage français, vendue en Angleterre. Les travailleurs sont privés de fromage, sous prétexte qu'ils faut exporter pour avoir des devises. Mais à qui profite les fausses devises ?

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.

LES DISPOSITIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE I. - MALADIE

La Vérité commence, cette semaine, la publication d'un résumé des dispositions relatives à la Sécurité Sociale. Ce résumé comportera six chapitres : maladie, longue maladie, maternité, invalidité, vieux travailleurs et décès. Nous espérons qu'il apportera des indications utiles à nos lecteurs.